

ENTRETIEN

Pierre Dardot et Christian Laval

« Aucune souveraineté d'Etat au monde ne permettra de prévenir les pandémies »

Pour le philosophe et le sociologue, tous deux animateurs du groupe de recherche Question Marx, le prétendu « retour » à la souveraineté nationale affiché par le président de la République pour faire face à la crise sanitaire est une illusion

Pierre Dardot et Christian Laval publieront le 27 août *Dominer, une grande « enquête sur la souveraineté de l'Etat en Occident »*, aux éditions La Découverte (750 p., 25 euros). Pierre Dardot est philosophe et chercheur à l'université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, Christian Laval est professeur émérite de sociologie au sein de la même faculté. Ils animent tous deux le groupe d'études et de recherche Question Marx, qui entend contribuer au renouvellement de la pensée critique, et ont notamment publié ensemble *La Nouvelle Raison du monde* (La Découverte, 2009), *Marx, prénom: Karl* (Gallimard, 2012) et *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle* (La Découverte, 2014).

Face à la crise sanitaire, le président de la République, Emmanuel Macron, a affirmé vouloir « rebâtir notre souveraineté nationale et européenne ». Est-ce un retour à l'Etat chez ce dirigeant libéral ?

Pierre Dardot et Christian Laval : Ces déclarations ne marquent pas un « retour » à la souveraineté de l'Etat : Emmanuel Macron n'a jamais abandonné la souveraineté de l'Etat, bien au contraire, il l'a mise en œuvre sans discontinuer, à l'instar de ses prédécesseurs, pour imposer ses réformes. Depuis 2017, il n'a cessé d'invoquer l'« Europe souveraine ». Ce qui a changé dans le discours, c'est l'accent mis sur la souveraineté nationale, présentée toutefois comme indissociable de la souveraineté européenne. La différence avec le souverainisme tient à ce que ce dernier oppose la souveraineté de l'Etat-nation au supranational.

Mais Emmanuel Macron ne s'est nullement « converti » pour autant à la souveraineté de l'Etat. Le « Jupiter » français s'en est toujours réclamé. Le 31 mars, il a indiqué avoir commencé à rebâtir notre souveraineté en menant les réformes qui s'imposaient pour garantir la compétitivité de l'économie (dont le fameux « choc de compétitivité »). Dans son esprit, c'est le sens que prend la souveraineté, nationale comme européenne. C'est la crise actuelle qui l'amène à infléchir son discours sans rien modifier sur l'essentiel.

Certains souverainistes naïfs tombent dans le piège en le créditant d'un pas sur la bonne voie, quoique insuffisant. Ils partent d'une contradiction a priori entre la souveraineté de l'Etat et le néolibéralisme, qui repose sur un contresens total : le néolibéralisme, dès sa naissance dans les années 1930, a prôné non la dissolution de l'Etat ou le laisser-faire, mais la mise en place d'un Etat fort capable d'imposer la « dépolitisation » de l'économie en soustrayant les règles du droit privé au champ de la délibération publique et au jeu électoral.

Qu'est-ce que la souveraineté de l'Etat ?

P. D. et C. L. : Celle-ci n'a rien à voir avec l'indépendance ou l'autonomie. Telle qu'elle s'est construite en Occident, elle signifie que les représentants de l'Etat ont le pouvoir de s'affranchir de toute obligation à l'égard des citoyens (face interne) comme à l'égard des autres Etats ou des organisations internationales (face externe), ils sont « libres à l'égard des lois » (*ex legibus solutus*), selon la formule classique.

Cette supériorité à l'égard des normes du droit s'est manifestée tout récemment. Parlement et gouvernement se sont mis d'accord pour ne pas déferer la loi du 23 mars sur l'urgence sanitaire au Conseil constitutionnel avant sa promulgation par le président de la République. Plus grave : le Conseil constitutionnel, gardien de la Constitution, a légitimé la suspension de la Constitution qui prévoit un délai de quinze jours entre le moment où une chambre du Parlement est saisie et celui où elle peut en délibérer. La souveraineté de l'Etat élève l'irresponsabilité au rang de principe. C'est avec ce principe qu'il faut rompre aujourd'hui pour affronter les défis du monde.

Pourquoi le nationalisme étatique gagne-t-il aujourd'hui aussi bien la droite que l'extrême droite ?

P. D. et C. L. : L'actuelle pandémie réveille un certain prurit nationaliste et étatique qui touche en premier lieu l'extrême droite et la droite la plus dure. Le virus vient de l'étranger, le confinement provoque du chômage, il faut fermer les

frontières, ériger des murs, poursuivre les clandestins : c'est déjà le registre de Donald Trump ou de Viktor Orban. Chacun chez soi, donc, comme si la pandémie pouvait être combattue nationalement.

L'imaginaire des communautés closes sur elles-mêmes peut retrouver une nouvelle force dans cette épreuve. Mais le nationalisme étatique a un autre argument à faire valoir auprès de l'opinion, qui est lié à la globalisation elle-même. La perte effective d'indépendance industrielle dans un domaine aussi décisif que celui de la santé accroît objectivement la crise sanitaire et attise la colère contre les entreprises multinationales qui ont sacrifié les besoins de protection de la population à la maximisation de leurs profits. Le nationalisme politique va chercher à détourner cette colère à son profit.

La France, sixième puissance mondiale, n'a-t-elle pas subi une cuisante humiliation avec l'affaire des masques que l'Etat doit aller quémander au régime de Xi Jinping sur les tarmacs chinois ? Les appels aux « sacrifices » au nom de la nation élevée au rang de cause suprême peuvent ainsi venir légitimer la remise en question de tous les droits sociaux, les heures légales de travail, les conditions de sécurité des salariés et des écoliers. Philippe Pétain aimait à lier la défaite de la France et l'esprit de jouissance. Non seulement le monde d'après n'est peut-être pas pour demain, mais, si l'on n'y prend garde, il pourrait ressembler à celui d'avant-hier.

Une partie de la gauche est également saisie par cette tentation du souverainisme et du protectionnisme afin de contrer le globalisme libéral. Pourquoi est-ce, selon vous, une illusion ?

P. D. et C. L. : Que la globalisation capitaliste, fortement soutenue par l'Etat, ait entraîné une déstructuration de l'appareil industriel national que nous payons très cher, voilà qui est certain. Mais l'illusion serait de croire que l'on pourrait combattre une pandémie, par définition globale, avec les armes de la souveraineté étatique. Pour se prémunir contre cette illusion, la gauche doit être capable de surmonter son propre enfermement dans l'espace étatico-national, lequel explique le retour régulier des fantasmes nationalistes et protectionnistes de certains de ses dirigeants ou de certains intellectuels.

C'est évidemment une vieille histoire, celle de la « nationalisation des esprits » dont parlait l'anthropologue Marcel Mauss il y a un siècle. Cette tendance à la nationalisation intellectuelle et culturelle de la gauche était perceptible dès la

fin du XIX^e siècle, par exemple chez Jules Guesde. Elle s'est aggravée avec le naufrage de l'union sacrée, à laquelle ce dernier a participé en tant que ministre d'Etat de 1914 à 1916, et s'est poursuivie tout au long du XX^e siècle. La gauche s'est partout « nationalisée » et du même coup profondément étatisée du fait du jeu politique lui-même. Il n'est donc pas étonnant que cette tendance lourde se manifeste aujourd'hui à la faveur de la crise.

Qu'Emmanuel Macron ignore l'avis du conseil scientifique mettant en garde contre un déconfinement décidé d'en haut et plaidant pour une « discussion citoyenne » et une « pratique démocratique », voilà qui est conforme au style « jupitérien » adopté dès 2017. Mais Jean-Pierre Chevènement n'a-t-il pas loué Macron d'avoir restauré la verticalité de l'Etat ? Quant à Frédéric Lordon, très critique à l'égard de Macron, il a invoqué un « principe de verticalité » inhérent au social et réhabilité la notion d'*imperium* dont il faut rappeler qu'elle signifiait à l'origine un pouvoir absolu de commander et de châtier.

Il faut repousser toute attitude qui tendrait à une opposition autoritaire au néolibéralisme autoritaire. Toute la question est de savoir si la gauche sera un jour capable de surmonter la limite étatico-nationale pour affronter les questions globales qui se posent à l'humanité. Etant donné son inertie intellectuelle et ses réflexes nationalistes, il est permis de douter que, dans ses formes actuelles, elle y parvienne. Pour se montrer à la hauteur, il lui faudrait devenir elle-même une gauche globale. Ce qui, en revanche, n'est pas douteux, c'est qu'aucune souveraineté d'Etat au monde ne permettra de prévenir, outre le retour de pandémies, la catastrophe climatique et la dégradation de la biodiversité.

Quelles sont les voies de sortie possibles afin de construire le cosmopolitisme dont l'humanité a besoin ? Faut-il relocaliser l'économie et faire de la santé un bien commun ?

P. D. et C. L. : L'espoir, le seul, vient de la réinvention d'une « politique du monde », selon la belle formule du philosophe Etienne Tassin. Nous l'appelons « cosmopolitique du commun » pour souligner que cette politique doit viser l'institution du monde comme commun. Tout tient en effet à la capacité des citoyens de se ressaisir des décisions sur leur propre vie.

Il n'est qu'une voie pour y parvenir, l'expérimentation de la démocratie à tous les échelons, du plus local au plus global, par

la création et la multiplication d'institutions nouvelles, celles des communs, qui ont pour caractéristiques de faire prévaloir les droits d'usage, le respect des milieux de vie, les règles les plus strictes de la codélibération et de la codécision. Les ZAD, les fab lab, les AMAP, les coopératives de production, de consommation ou d'habitants, enfin les expériences innombrables souvent liées à des luttes locales ouvrent la voie à une démocratie délibérative et conflictuelle, mise en œuvre par les acteurs eux-mêmes.

Et la prolifération, aux dernières élections municipales, de listes d'inspiration municipaliste ou communaliste est un autre signe encourageant. « Vivre autrement », « ne pas recommencer comme avant », « penser le monde d'après », autant de formules qui expriment cette imagination aujourd'hui comme jamais. La diminution de l'empreinte écologique, la reviviscence de liens de réciprocité et une vie démocratique plus intense en sont les éléments les plus prometteurs.

Peut-on n'élaborer cette « politique du monde » qu'à partir d'initiatives locales ?

P. D. et C. L. : A l'évidence, le local ne suffit pas pour agir contre toutes les menaces qui pèsent sur l'humanité et contrer la puissance du capital global. La démocratie locale doit donc s'articuler à des échelles politiques plus larges. Non pas uniquement à l'échelon national, qui reste incontournable. Les échelles à construire ou à activer sont plurielles, bassins de vie, réseaux de villes, « biorégions », et ce jusqu'au niveau mondial.

Parmi toutes les leçons qu'il faudra tirer de la pandémie, il y aura celle-ci : la santé publique n'est pas seulement affaire locale, régionale ou nationale, elle est tout cela mais aussi affaire globale. Comment donc instituer la santé comme commun mondial ? Mais aussi, cette autre question : comment instituer le climat comme commun mondial ? La réponse ne pourra venir que de mouvements sociaux capables d'œuvrer à une transnationalisation des pratiques, comme ceux des écologistes, des féministes, des paysans, des peuples autochtones. La construction des institutions politiques indispensables à la survie du monde ne pourra procéder que de coalitions citoyennes aux formes très diverses. Mais, de cette architecture mondiale, nul ne peut faire autre chose que d'en faire comprendre la nécessité et d'en conjecturer la possibilité. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS TRUONG